Syndicat national CGT Insee-Genes

Le 2 novembre 2026

Comment les régimes d'extrême droite s'en prennent aux instituts de statistique

Les extrêmes droites au pouvoir en Argentine, aux États-Unis, en Italie, en Finlande et encore récemment en Hongrie s'en prennent toutes profondément aux systèmes statistiques publics. Les attaques passent souvent par les outils utilisés par les régimes néolibéraux avec des coupes budgétaires, des suppressions de postes ou des pressions politiques sur des indicateurs clés comme l'inflation ou les inégalités. Dans la dernière période, ils vont aussi plus loin que les attaques "classiques" en remettant en cause la légitimité même de la production de statistiques publiques pour informer la décision publique. Dans la vision des extrêmes droites, l'opinion des dirigeants ne doit pas être interrogée par la réalité que les statistiques reflètent. Cela s'inscrit dans leur optique d'un pouvoir libre de décider du seul fait de leur élection.

Milei et l'Argentine : des statistiques au service du pouvoir ?

En Argentine, à l'instar de ses prédécesseurs, le gouvernement Milei cible principalement la mesure de l'inflation. La méthodologie de l'Indice des prix à la consommation calculé par l'INDEC, l'institut de statistique, repose toujours sur une enquête de 2004 qui sous-représente les services et les communications, des produits dont le prix augmente fortement. Malgré une enquête plus récente (2017–2018) sur laquelle l'INDEC pourrait s'appuyer pour changer cela, les pressions politiques conduisent à ce que l'actualisation des produits suivis soit reportée sans justification claire[1]. Se reposer sur les consommations vieilles de plus de 20 ans semble pourtant surestimer la baisse de la pauvreté, un indicateur que le président Milei met en avant pour vanter sa politique, et dans les faits pour ne pas mettre en œuvre des politiques qui s'attaqueraient à la pauvreté. La démission de l'ancien directeur technique de l'INDEC, Marco Lavagna, aurait d'ailleurs été liée à ce dossier.

L'enquête permanente auprès des ménages a enregistré une hausse significative des revenus déclarés par les travailleurs informels. Des spécialistes suspectent que l'INDEC aurait modifié le protocole d'enquête, influençant ainsi les résultats. Aucune explication officielle n'a été fournie. Cette anomalie pourrait aussi expliquer en partie la baisse apparente des



indicateurs de pauvreté, soulignant des doutes sur la fiabilité des chiffres officiels.

Enfin, une équipe technique travaillait à améliorer la mesure du travail via les plateformes, un secteur prisé par Milei mais le gouvernement aurait exercé des pressions pour stopper ces initiatives.

L'INDEC a réduit son personnel de 160 postes depuis 2024 (soit une baisse de 12 % de son effectif), notamment via des démissions causées par des salaires sous le seuil de pauvreté. Un tiers des employés ont un statut précaire, et un autre tiers seulement sont fonctionnaires. Selon Raúl Llaneza, responsable du syndicat ATE « *l'INDEC a cessé d'être cet institut qui était autrefois prestigieux et l'un des meilleurs d'Amérique latine* ».

1. Asociación Trabajadores del Estado, « ATE denunció censura del Gobierno por la falta de actualización del Índice de Precios al Consumidor », 19 août 2026 (https://ate.org.ar/260819-indec-nacionales)

La Hongrie sous Orbán : des données truquées pour masquer la pauvreté

Sous Viktor Orbán, l'institut KSH a été soumis à des pressions croissantes, notamment sur des indicateurs comme le taux de pauvreté.
Entre 2018 et 2023, les données de l'enquête EU-SILC semblaient indiquer une baisse significative de la pauvreté, passant de 14,9 % à 12,1 %. Pourtant, l'UNICEF a relevé des anomalies au point qu'il a choisi de ne pas publier d'indicateurs pour ce pays.



Des chercheurs du TÁRKI et de l'université Loránd Eötvös ont mis en lumière des incohérences troublantes[2] : une chute brutale du nombre de personnes juste en dessous du seuil de pauvreté, accompagnée d'une hausse symétrique juste au-dessus. En 2020, 316 individus vivant seuls déclarait un revenu net identique à la virgule près (3 996,3110974 euros), soit juste au-dessus du seuil de pauvreté, une coïncidence statistiquement peu crédible. Certains enquêtés affichaient même un revenu net supérieur à leur revenu brut, impliquant des impôts négatifs. Annamária Tátrai, chercheuse à l'université de Budapest confie : « *En fait, nous avions fait part de ce problème à Eurostat en 2024, mais ils ne l'ont pas pris au sérieux* » (Eurostat est l'institut de statistique pour l'Union européenne).

En 2015, une proposition controversée suggérait de réduire l'apport calorique quotidien de référence de 2 400 à 1 800 calories pour abaisser mécaniquement le nombre de personnes qui ont des difficultés à se nourrir[3]. Face à la polémique, le KSH a abandonné le calcul du minimum de subsistance, rendant impossible la mesure de l'insécurité alimentaire.

Áron Kincses, responsable de l'unité où étaient calculés les indicateurs sur la pauvreté, a connu une ascension fulgurante, devenant directeur de l'institut de statistique en 2023.

Les États-Unis sous Trump : une censure idéologique, politique et partisane

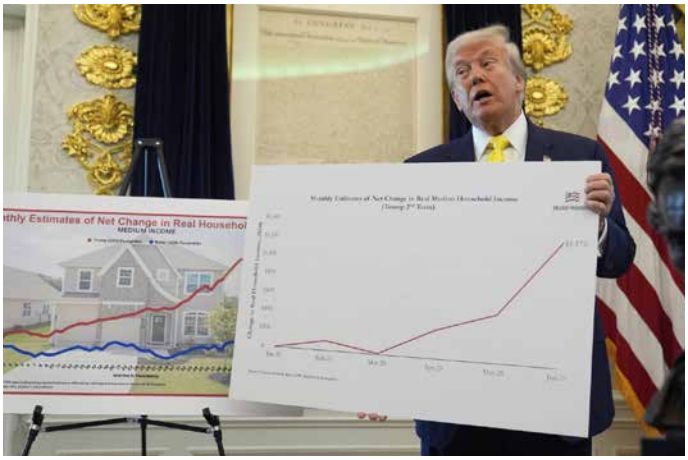
Depuis janvier 2025, l'administration Trump a modifié et supprimé des milliers d'informations, non seulement des pages web, mais aussi des fichiers de données et des enquêtes statistiques. On peut distinguer trois temps dans cette censure, avec des recouvrements. Au début de la mandature, la censure avait une forte composante idéologique. Il s'agissait de supprimer les données sur lesquelles s'appuyaient les programmes que les nouvelles autorités qualifient de "WOKE", portant sur le genre, l'équité raciale, l'inclusion, le changement climatique. Ainsi, dans les enquêtes et les registres[4], les questions sur le genre ont été systématiquement remplacées par celles sur le sexe assigné à la naissance, avec seulement deux modalités possibles : "homme" ou "femme". Les questions sur l'orientation sexuelle sont devenues moins courantes.



La collecte d'informations sur le handicap, les minorités raciales ou ethniques a été fortement réduite. Des enquêtes de suivi longitudinal des élèves et des étudiants ont été suspendues, de même que l'enquête auprès des parents sur l'éducation de la petite enfance, enquêtes sur lesquelles s'appuie les études sur le genre ou les inégalités sociales et raciales. Enfin, les cartes

2. Tátrai A. et al., « Systemic Data Quality Issues in Hungarian EU-SILC Income Data (2014–2023) », 3 juin 2025 (www.valaszonline.hu/2025/06/03/systemic-data-quality-issues-in-hungarian-eu-silc-income-data/)
3. Élő A., « Something Is Very Wrong with the HCSO's Poverty Data », sur Válasz Online, 6 mai 2025 (www.valaszonline.hu/2025/05/06/hcsos-poverty-data-hungary)
4. « Federal Data Terminations Tracker » sur dataindex.us (https://dataindex.us/terminations-tracker)

interactives croisant classes sociales et vulnérabilités aux phénomènes météorologiques extrêmes ont été effacées des sites gouvernementaux.



Dans un second temps il apparait que Trump se soit attaqué aux rapports et aux enquêtes qui pouvaient donner une image négative de sa politique. Ainsi le dispositif annuel estimant le nombre de ménages qui peinent à se nourrir a été arrêté, de même que le système de surveillance des visites aux urgences liées à la consommation de drogues. L'enquête auprès des nouvelles mères, qui permettait d'établir un lien entre la mortalité infantile et la classe sociale, n'est plus réalisée à l'échelle nationale. Dans les comparaisons internationales, les Etats-Unis apparaissaient loin derrière les autres pays en termes de mortalité infantile. Invisibilisées également les violences subies par les jeunes de 13 à 24 ans puisque l'enquête prévue pour les estimer ne verra jamais le jour. Les indicateurs sur la sécurité et la criminalité dans les écoles ne sont plus calculés, et la base de données du Département de la Justice recensant les manquements des forces de l'ordre n'est plus accessible. Non content de démanteler les dispositifs d'enquête, Trump s'en est également pris aux directeur.ices d'agences statistiques : Erika McEntarfer, commissaire du Bureau of Labor Statistics, a été limogée le 1er août 2025, seulement quelques heures après la diffusion d'un rapport montrant des créations d'emplois bien inférieures à ce qu'il escomptait. Trump a alors, sur Truth Social, allégué que les données du BLS étaient « *truquées* » (« *RIGGED* ») pour nuire aux Républicains et à son image.

Enfin, pour des raisons partisanes, les autorités actuelles cherchent à changer la méthodologie du recensement, qui depuis 200 ans, inclut toutes les personnes quel que soit leur statut (nationalité, séjour régulier ou pas), ce qui passerait par un changement de la loi électorale. La loi devrait supprimer du décompte de la population, en 2030, les personnes en situation irrégulière, aboutissant ainsi à sous-évaluer la population des États démocrates et donc le nombre de ses représentant.es, au profit des Républicain.es.

L'administration Trump a tenté d'exploiter des données détenues par les services gouvernementaux. Des fichiers issus du système fiscal et de Medicaid — contenant des données personnelles — ont ainsi été utilisés pour identifier et expulser des migrant.es non citoyen.nes. Cette pratique a finalement été interdite par les tribunaux.



Au démantèlement de la production statistique, s'ajoute les attaques contre les salariés qui la rendent possible. Ainsi, depuis 2025, les agences statistiques fédérales ont vu leur budget et leurs effectifs réduits[5] : six des 13 plus grandes agences ont perdu au moins un tiers de leurs effectifs. Comme le souligne Beth Jarosz pour l'Association of Public Data Users : « *Les deux principaux responsables des statistiques sur l'immigration ont démissionné. Mais aussi… des personnes restent, car elles savent qu'il faudra du monde pour reconstruire le système* ».

5. Pierson et al., « 2026 Midyear update: Resources and Leadership Supporting Federal Statistics. A Report of The American Statistical Association Project Team to Assess and Monitor the Health of the Federal Statistics », 28 juillet 2026. (www.amstat.org/docs/default-source/amstat-documents/FedStatHealth_MidYearUpdate.pdf)

En Italie : la remise en cause par Meloni de la fiabilité de l'institut de statistique

Le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni n'attaquait pas l'institut de statistique jusque la publication du déficit public à 3,1 % pour 2025, en mars 2026. Les critiques ont alors commencé dans les médias de droite, puis en avril lors d'auditions parlementaires, relayant l'insatisfaction du ministère de l'économie qui voulait qu'un retour sous les 3 % acte dans l'opinion publique l'excellence des politiques menées. En septembre, après la publication par l'ISTAT d'une révision du déficit des comptes publics confimant les 3,1% alors que le gouvernement espérait les 3% pour sortir de la procédure européenne pour déficit excessif, Georgia Meloni a critiqué l'institut à la télévision lors d'une émission de grande écoute sur la RAI 1, la première chaîne du service public italien[6]. Elle a déclaré que l'ISTAT en voulait soit aux Italiens, soit au gouvernement. Cet argument, inventif par rapport aux critiques usuelles mettant en cause la méthodologie utilisée, est sans aucun doute un marqueur de la pensée de l'extrême droite.





L'institut n'est pas critiqué pour le chiffre, mais pour le fait de "faire du mal" au peuple italien à cause du chiffre. Le raisonnement est absurde, son objectif étant de désigner un bouc émissaire qui n'est pas le pouvoir politique. Elle a également remis en cause un processus statistique classique, celui de révisions des chiffres que la statistique fait lorsqu'elle reçoit de nouvelles données qui permettent d'améliorer la précision des premières estimations. Comme le signale Lorenzo Cassata, délégué syndical de la FLC-CGIL, ces ajustements périodiques pour la Comptabilité Nationale font partie de la pratique de tous les instituts de statistiques européens selon un calendrier partagé. Dans un communiqué commun, les six syndicats de l'ISTAT ont déclaré qu'« *il est inacceptable d'alimenter le soupçon selon lequel les données officielles seraient orientées politiquement ou que les employé.es de l'ISTAT pourraient les manipuler* ». Au moment où ces lignes sont écrites, le Président de l'ISTAT n'a pas encore réagi publiquement aux attaques.

6. R. Brodini, « Critiche di Meloni all'Istat, la rabbia dei sindacati. Cassata (Cgil): «Inaccettabile il sospetto di dati orientati politicamente», sur Open, 24 septembre 2026 (www.open.online/2026/09/24/meloni-critiche-istat-sindacati-replica-dati-deficit-revisioni)

La Finlande sous Orpo : un démantèlement du système statistique sous couvert de consultation publique

En Finlande, le Parti des Finlandais (extrême-droite) fait partie de la coalition dirigée par Petteri Orpo. Pour respecter les critères de Maastricht, des restrictions budgétaires ont été décidées, touchant particulièrement les prestations sociales, l'éducation et la santé. En février 2026, l'institut de statistique Tilastokeskus a annoncé une réduction de 20 % des postes de statisticien.nes d'ici 2027, passant de 740 à 600 équivalents temps plein[7]. Il a proposé de simplifier, différer ou supprimer la production de données non liées au cadre européen, d'automatiser davantage le travail, de recourir autant que possible aux fichiers administratifs et de rendre payants certains produits.

En avril et mai 2026, une consultation publique a été ouverte par le gouvernement[8] avant de décider quelles missions de l'institut seraient réduites ou purement abandonnées. Puis début octobre l'institut de statistique a finalement changé de stratégie. Plutôt que de supprimer purement et simplement certains dispositifs de collecte, il a préféré maintenir la plupart des enquêtes mais en les espaçant dans le temps (les enquêtes trimestrielles deviennent annuelles par exemple) et/ou en réduisant la taille des échantillons, ce qui limitera les analyses à des niveaux fins (par sous-groupe de population, ou par territoires). La SAK, le syndicat qui représente les ouvriers, estime que la statistique du travail continue à être menacée. Ainsi, l'enquête Conditions de travail reconduite périodiquement depuis 1977, offrant une série statistique exceptionnellement longue, ne sera plus financée dans sa totalité par l'institut de statistique, si bien que son renouvellement est une source d'inquiétude pour le syndicat.

La SAK pointe également l'abandon d'indicateurs essentiels comme les données sur la productivité et les commandes industrielles, cruciales pour évaluer la compétitivité économique. Il se plaint également de la disparition des indices salariaux (normalisés par profession ou en temps réel), nécessaires pour distinguer la croissance salariale pure des changements structurels et ajuster les négociations. Enfin la SAK s'oppose à l'arrêt des travaux expérimentaux sur l'inflation pour des sous-groupes de population, recherches pourtant nécessaires si l'on souhaite connaître le pouvoir d'achat réel (les ménages modestes subissant une inflation plus élevée). Comme le souligne Juha Antila de la SAK : « *Ce gouvernement de droite a pris beaucoup de décisions préjudiciables aux salariés ; la statistique n'est que l'une d'entre elles. En abolissant certaines statistiques, on ne dispose plus de données mises à jour et puis ensuite on manque d'arguments pour émettre des critiques par exemple à l'égard des employeurs ou du gouvernement* ».

Quant à l'AKAVA, le syndicat représentant les cadres et les diplômés du supérieur, il estimait probable que « *les inconvénients pour la société finlandaise résultant d'une réduction de la production statistique seraient nettement plus importants que l'économie de 2 millions d'euros actuellement visée sur les dépenses de fonctionnement de l'Office central des statistiques* »[9].

L'enjeu apparait clairement : l'absence de données ne peut que renforcer l'autoritarisme d'un pouvoir qui veut décider sans être sous contrôle des faits, sous contrôle d'institutions indépendantes, caractéristique classique des pouvoirs autoritaires, des pouvoirs illibéraux.

7. V. Mäkilä, « Tilastokeskus suunnittelee rajuja leikkauksia, 140 työpaikkaa vaarassa », Verkkouutiset, 11 février 2026 (https://www.verkkouutiset.fi/a/tilastokeskus-suunnittelee-rajuja-leikkauksia-140-tyopaikkaa-vaarassa/)
8. « Lausuntopalvelu.fi », sur Lausuntopalvelu.fi, mai 2026 (https://www.lausuntopalvelu.fi/FI/Proposal/Participation?proposalId=5ca6b25b-4dbe-4a2d-993c-d5ab2e71ba6b)
9. « Lausuntopalvelu.fi », ibid.

CGT Insee-Genes
Timbre Y401, 88 avenue Verdier CS 70058 92541 Montrouge Cedex
N°SIRET : 482 162 914 00022
Mél : syndicat-cgt@insee.fr Site internet : www.cgtinsee.org